

DOUANES

Plus de 390 000 véhicules importés en 2011

La facture des importations de véhicules s'alourdit. En 2011, les importations de plus de 390 000 véhicules ont représenté près de 4,8 milliards de dollars, selon le Centre national de l'informatique et des statistiques (CNIS, relevant des Douanes nationales).

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Ainsi, l'Algérie a importé 390 140 véhicules en 2011, contre 285 337 véhicules en 2010, en hausse de 36,73%.

En valeur, cette importation a augmenté de 30,85%, passant de 270,66 milliards de dinars en 2010 à 354,17 milliards de dinars en 2011 (près de 4,8 milliards de dollars). Une hausse que le CNIS explique par l'augmentation de plus de 37% des importations des concessionnaires automobiles.

En effet, les quarante concessionnaires en activité ont importé 365 948 véhicules contre 265 859 véhicules en 2010, pour une valeur de 322,24 milliards de dinars (plus de 32,70%), contre 242,83 milliards de dinars en 2010. Les importations par les

particuliers ont également augmenté, passant de 19 478 unités à 24 192 véhicules, soit une hausse de 24,20%. En valeur, ces achats ont représenté 31,93 milliards de dinars en 2011 contre 27,83 milliards de dinars en 2010, soit une hausse de 14,72%.

Des chiffres qui confirment la poursuite de la tendance observée depuis plusieurs années. Ainsi, ni le contexte international, voire même national, assez incertain, ni l'introduction de taxes en 2008 ou la suspension de l'octroi de crédits automobiles en 2009 n'ont bridé les Algériens dans leur quête du neuf.

Dans le contexte où le modèle de consommation a évolué, devant de plus en plus orienté vers des produits d'ailleurs et qu'en-



La quête du neuf coûte 4,8 milliards de dollars.

couragent, de facto et comme l'expliquent des experts, les récentes revalorisations concédées notamment pour les fonctionnaires. Et cela même si ce pouvoir d'achat

reste encore faible. Et d'autant que les importantes surliquidités bancaires tardent à être effectivement absorbées, même dans l'immobilier. Et dans la mesure où les

pratiques informelles, notamment le détournement des régimes particuliers par le réseau parallèle, ainsi que l'interdiction d'importation de véhicules de moins de 3 ans, constituent un facteur favorable à la poursuite de cette tendance haussière.

Et une tendance que ne risqueront pas de démentir les vœux pieux du gouvernement qui table sur le développement d'une industrie automobile locale, en partenariat avec des constructeurs européens et finançable par des crédits bancaires idoines.

Un partenariat, en attente de finalisation et qui permettrait, comme d'aucuns le supputent, le rajeunissement du parc national de véhicules et la réduction des accidents de circulation. Rappelons, selon les données de l'Office national des statistiques (ONS), que les véhicules de moins de 20 ans représentaient plus de 42,4% du parc automobile, en 2010. **C. B.**

ABSENCE DE PLUIE POUR CE MOIS DE JANVIER L'ONM l'explique

par les caractéristiques du climat méditerranéen

Les pluies ont été particulièrement rares depuis le début de ce mois de janvier, faisant craindre le spectre de la sécheresse. Toutefois, pour les spécialistes de l'Office national de la météorologie, il faudra attendre les deux prochains mois pour se prononcer sur les caractéristiques de l'année pluviométrique.

Depuis le début de ce mois de janvier, la plupart des régions du pays ont été faiblement sinon pas du tout arrosées. Néanmoins, pour l'instant, il n'est pas possible de se prononcer et de décréter, dès à présent que nous nous trouvons dans le cas d'une année pluviométrique sèche, selon les experts de l'Office national de la météorologie.

Selon M. Amber, chargé de la communication à l'ONM, les mois de septembre, octobre, novembre et décembre ont été particulièrement pluvieux, et ce, plus spécialement pour la fin décembre. Au cours de cette période, la majeure partie des régions du pays ont reçu des pluies importantes, explique le responsable. Il est ainsi tombé plus de 200 millimètres en trois jours dans la capitale, rappelle notre interlocuteur. Il s'agit ainsi de deux systèmes pluvieux qui ont été enregistrés au mois de décembre et ont notamment intéressé les régions de la steppe.

M. Amber précisera, par ailleurs, que si la plupart des régions du pays ont été privées de pluie en ce mois de janvier, il a neigé à Naâma et plu dans le Sahara central. «En cette période, les perturbations ont pénétré par l'intérieur et n'ont donc pas touché les régions du Nord. Il s'agit de caractéristiques propres aux régions méditerranéennes où les périodes de précipitations diffèrent d'une année à une autre», souligne M. Amber.

Ce dernier notera que pour juger d'un cycle agricole ou hydraulique, il faut une analyse complète de la saison qui devrait se faire à la fin du mois de mars prochain. Le chargé de la communication de l'ONM dira, par ailleurs, qu'il faut aussi compter avec la fonte des neiges alors que l'année pluviométrique est jugée normale à cette fin du mois de janvier.

Pour M. Amber, les variabilités du climat dans les régions méditerranéennes sont à prendre en considération concernant l'hydrologie ou l'agriculture.

Les spécialistes rappellent, de ce fait, les importantes chutes de neige sur le Nord, spécialement sur la capitale enregistrées au mois de janvier de l'année 2005.

F.-Z. B.

MESSAOUD TERRA À LA RADIO CHAÎNE III :

«La situation de l'irrigation est préoccupante à l'ouest du pays»

La situation des ressources hydriques concernant l'irrigation est particulièrement préoccupante à l'ouest du pays où les barrages, de faibles capacités, n'ont pas renouvelé leurs réserves au cours de ces dernières semaines, a déclaré, hier, Messaoud Terra, directeur de la distribution au ministère des Ressources hydriques sur les ondes de la Radio Chaîne III.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Si les réserves au niveau des barrages du territoire national sont satisfaisantes et permettent de répondre aux besoins de l'alimentation en eau potable, elles demeurent mal réparties et les barrages de l'ouest du pays qui ont de faibles capacités de remplissage n'ont pas renouvelé leurs réserves.

C'est ce qu'a expliqué hier Messaoud Terra dans l'émission, «l'Invité de la rédaction».

Pour ce responsable, la situation est inquiétante en raison de la pluviométrie particulièrement faible au cours

de ces derniers mois. Il notera que les épisodes pluviométriques, s'ils ont été fréquents, n'ont pas duré dans le temps de façon à permettre d'importants ruissellements pas la suite. «Les réserves dans les barrages sur le territoire national sont largement suffisantes pour répondre aux besoins en eau potable.

Toutefois, nous rencontrons des problèmes au niveau des barrages de l'ouest du pays où les capacités des infrastructures sont réduites et qui ont besoin de reconstituer leurs réserves chaque année», a expliqué l'invité de la radio. Il expli-

quera que les quotas donnés à l'irrigation et ceux réservés à l'alimentation en eau potable, surtout en été, réduisent automatiquement la réserve.

Pour ce responsable, s'il n'y a pas une pluviométrie conséquente à l'automne prochain, la situation pourrait devenir plus préoccupante, ceci notamment à l'ouest et au niveau de trois barrages névralgiques pour la région de Mascara, notamment et pour l'irrigation des terres agricoles.

Messaoud Terra rassura, toutefois, concernant les réserves au niveau du territoire national et précisant qu'à la même période de l'année passée, la réserve était estimée à 3 milliards 800 mille mètres cubes alors qu'elle est estimée cette année à 4 milliards 700 millions de mètres cubes.

«La réserve est dispo-

nible mais mal répartie sur le territoire national. Si à l'est du pays, les quantités d'eau sont importantes notamment dans le barrage du Ben Haroun qui a atteint 94% de taux de remplissage, soit 9 milliards 100 millions de mètres cubes d'eau.

A l'ouest, la situation est critique concernant les eaux réservées à l'irrigation», a souligné l'invité de la radio. Ce dernier notera, en outre, que les pluies de la période printanière peuvent être importantes et donc changer la donne, et ce surtout au mois de mars.

Ainsi et à l'ouest du pays, le taux de remplissage des barrages est estimé à 57%, ce qui rendra difficile la satisfaction des besoins en irrigation, surtout pour l'été prochain, selon ce responsable qui précisera que la situation est maîtrisable.

F.-Z. B.

MÉTÉO

Vers des prévisions annuelles

L'Office national de météorologie (ONM) annonce l'acquisition, cette année, d'un super-calculateur pour les prévisions climatiques. Le but : améliorer la fiabilité des résultats des prévisions du temps. L'ONM prévoit d'établir des prévisions du temps d'une validité d'une année.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les prévisions du temps, qui se font actuellement sur une période de validité de 3 jours à 4 mois, vont être améliorées. L'Algérie sera capable d'établir des bulletins météorologiques d'une période d'une année. C'est ce qu'a déclaré, hier, M. Boucharef Djamel, expert en climatologie à l'ONM. L'amélioration des prévisions clima-

tiques, dira M. Boucharef, permettra d'éviter les dangers des changements climatiques. D'autant que, souligne-t-il, l'Algérie, de par sa position géologique, est exposée aussi bien aux risques de changement climatique qu'aux variabilités climatiques. En témoigne, poursuit-il, la période du mois de décembre et janvier en cours qu'il considère moins pluvieuse. «Nous enregistrons un déficit en pluviométrie par rapport à la moyenne saisonnière», a indiqué cet expert. Selon lui, «on ne peut pas éviter les catastrophes climatiques mais on peut atténuer l'impact de leur gravité suite à des alertes précoces». Par ailleurs, pour se pencher sur les risques engendrés par les changements climatiques dans les pays de l'Afrique du

Nord et de la Méditerranée, l'Office national de météorologie organise, depuis trois jours, le 2^e colloque méditerranéen sur les «prévisions saisonnières et services climatiques pour leur gestion des risques et l'adaptation au changement climatique». L'objectif : échanger les expériences entre différents pays dans le domaine des prévisions saisonnières.

Parmi les recommandations de ce forum, auquel une trentaine d'experts nationaux et internationaux prend part, explique M. Boucharef, l'utilisation des prévisions saisonnières comme outil d'aide à la décision dans différents secteurs sensibles comme la santé, l'agriculture ou l'hydraulique.

S. A.